

# Désertif'actions



**Dégradation des terres et changement climatique : le temps d'agir !**

**LES TERRES AU CENTRE  
DES PRÉOCCUPATIONS !**

LA SOCIÉTÉ CIVILE SE MOBILISE  
pour la lutte contre la désertification et  
la dégradation des terres  
face au changement climatique

[www.desertif-actions.fr](http://www.desertif-actions.fr)

**"STAND FOR  
YOUR LANDS"  
NOW!**



2015  
European Year  
for Development



2015  
International  
Year of Soils

# « VOUS ÊTES LES GARDIENS DE LA TERRE »

Annick Girardin, Secrétaire d'Etat chargée du développement et de la francophonie

Les terres, ressource fondamentale, assurent le revenu et fondent les modes de vie d'une majorité de la population mondiale. Elles sont le capital des plus pauvres à qui elles fournissent alimentation et ressources pour leur développement économique. Mais la dégradation des terres touche 1 milliard de personnes et compromet leur avenir. L'accès à l'alimentation et la sécurisation de ces populations rurales sont des enjeux majeurs pour répondre aux besoins d'une population mondiale croissante.

Les terres forment le lien organique entre les préoccupations environnementales, le développement, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. D'elles dépendent en grande partie notre capacité d'atténuation et d'adaptation aux effets du réchauffement climatique en améliorant le stockage du carbone par l'adoption de techniques agricoles appropriées. Pour ces raisons, les terres sont à la racine commune des conventions dites de Rio des Nations-Unies pour assurer la durabilité du développement, autant du point de vue de la désertification, du

changement climatique, que de la biodiversité. Toutefois les terres sont traitées trop marginalement par ces conventions.

Élément central pour les générations présentes et futures qui ont besoin d'assurer le renouvellement des ressources naturelles, des paysages et un développement résilient, les terres sont au centre des enjeux du présent et du futur.

**41%** de la surface terrestre émergée correspond à des zones sèches et arides, dont 10 à 20% sont déjà fortement dégradées.

**50%** de la production agricole de certaines régions africaines déjà fortement affectées par la désertification, sont menacées par le changement climatique.

**30%** des émissions de gaz à effets de serre sont issus de l'agriculture, de la déforestation et du changement d'affectation des terres. Or, les sols seraient capables de stocker la quasi-totalité des émissions annuelles excédentaires !



« Les terres sont au cœur du problème et au cœur de la solution »

Antoine Cornet,  
Comité scientifique français de la désertification (CSFD - IRD)

Les triplées  
La syn

C'est moi la plus grande



Les terres peuvent complémentarité en multilatéraux et

## Déclaration de Montpellier



« Les participants dénoncent l'irresponsable et persistante sous-évaluation de la question des terres et de l'agriculture dans les négociations sur le changement climatique. »



# LA QUESTION DES TERRES AU COEUR DES CONVENTIONS DE RIO

Les trois conventions issues de Rio (UNFCCC, UNCBD, UNCCD) ont été établies pour faire face à trois problèmes environnementaux majeurs: le changement climatique issu de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, la perte de biodiversité des milieux et la désertification et dégradation des terres. Les trois problèmes constituent tous des obstacles au développement durable. Le fonctionnement dispendieux des instruments de Rio et leur trop grand cloisonnement sont souvent évoqués comme non durables.

C'est de leur mise en synergie que va dépendre leur efficacité: le temps est-il venu d'envisager un mode plus intégré de mise en œuvre opérationnelle ?

Les terres et les sols, à l'articulation entre climat, désertification et biodiversité sont à la base de cette construction. Elles doivent être l'élément fédérateur de la synergie entre les conventions.

**« La déclaration de Niamey demande que figure dans l'accord de Paris (Convention Climat) la question de la restauration des terres, compte tenu de leur potentiel face au changement climatique. »**

**Adamou Chaifou,**  
Ministre de l'Environnement du Niger

s de Rio et  
nergie



Répartition actuelle des allocations du FEM versées aux trois Conventions de Rio:

**46%** pour la Convention sur la Biodiversité

**39%** pour la Convention sur le Changement climatique

**15%** pour la Convention sur la lutte contre la désertification



mieux fédérer la  
contre les accords  
l'environnement

Le terme «terres» représente ici l'ensemble des écosystèmes et des agrosystèmes dans toutes leurs composantes (sol, eau, biodiversité...), ainsi que leurs processus de fonctionnements, leurs modes d'utilisation et d'appropriation par les sociétés.



## Déclaration de Montpellier



« Les participants suggèrent une coopération plus opérationnelle entre les parties prenantes à tous les niveaux, notamment via l'établissement de comités nationaux pour une mise en œuvre intégrée des conventions environnementales. »

# NOUVEAUX CONCEPTS : VRAIES OU FAUSSES BONNES IDÉES ?

De nouveaux concepts émergent régulièrement, jetant souvent le trouble dans les débats internationaux. Utiles pour progresser, ils ne doivent pas pour autant oblitérer une réalité complexe et servir de prétexte pour retarder l'impérieux besoin d'action.

## CLIMATE SMART AGRICULTURE (CSA)

Né dans les marges du débat sur le climat, le concept de CSA vise à transformer l'agriculture pour atteindre des objectifs de développement tout en prenant en compte un climat changeant. Il s'appuie simultanément sur 3 piliers: sécurité alimentaire, adaptation au changement climatique, atténuation des impacts du changement climatique. Malgré le flou persistant de ce concept, notamment sur le type de modèle agricole à privilégier, les organisations de la société civile ne peuvent l'ignorer car il semble conditionner de manière croissante l'orientation des politiques de développement. L'urgence cruciale est justement la mise en débat des modèles agricoles du futur de manière à changer de paradigme. Il faut veiller à que ce concept ambigu ne nous éloigne des vraies préoccupations issues des réalités du terrain et des leçons apprises du passé. L'alliance internationale qui porte la CSA dont le secrétariat est hébergé par la FAO, est elle aussi questionnable et à ce stade réfutée par la société civile. Dans les zones sèches, c'est grâce aux systèmes s'appuyant sur les principes de l'agroécologie que l'agriculture peut être intelligente face au climat!



André Pijet



**« Il ne faut pas que ces nouveaux concepts soient des concepts de verdissement ! »**

Akambi Is Deen, Eco-Bénin, Réseau Climat et Développement

## LAND DÉGRADATION NEUTRALITY (LDN)

Implicitement ce concept affirme que la dégradation des terres ne peut pas être stoppée et qu'il faut tenter de rétablir en permanence l'équilibre entre des terres qui se dégradent et des terres non dégradées! En pratique il propose d'associer à la lutte contre la dégradation des terres, la restauration des terres dégradées. Se pose cependant la question de l'équivalence des milieux (dégradés et restaurés), des instruments de mesure ou des techniques préconisées.

Ce concept inscrit dans la déclaration de Rio+20 «l'avenir que nous voulons» a le mérite de remonter la question des terres au plus haut niveau de l'agenda international (dans l'objectif du Développement Durable 15 et sa cible 15.3 par exemple). La création d'une plateforme de financement pour l'action, principalement de fonds privés, est actuellement en projet au niveau de l'UNCCD. Elle vise à favoriser différentes formes

d'investissement dans la restauration des terres dégradées dans le monde, et ceci sans changer la propriété foncière.

Tout en reconnaissant son intérêt, les participants appellent à la prudence face à une initiative qui se veut un moyen de lutte contre l'accaparement des terres tout en représentant à ce stade une menace objective pour l'ensemble des usagers et ayant droits de terres sans titre de propriété foncière avéré.

## Déclaration de Montpellier



« Les participants insistent sur les nouveaux concepts tels que la CSA et la LDN pour qu'ils soient d'abord au service des communautés locales. »

« Nous avons décidé de travailler sur la création d'un fonds d'investissement pour **30** milliards de dollars sur 15 ans porté par l'UNCCD »

Monique Barbut, UNCCD



# INSÉCURITÉ ET MIGRATION : LA FACE CACHÉE DE LA DÉGRADATION DES TERRES



Christine Traxeler



Les dégradations environnementales locales causées par les facteurs climatiques et les activités humaines, conduisent le plus souvent à une dégradation plus vaste des ressources naturelles.

La baisse des services rendus par les écosystèmes, dont la réduction des capacités productives, affectent négativement les conditions de vie des populations. D'un problème environnemental initial naît alors un problème de développement.

En effet la baisse des revenus et l'insécurité alimentaire accroissent les problèmes de développement desquels surgissent à leur tour de multiples sources de tensions, voire de conflits, qui déstabilisent des régions entières. Par exemple, dans un contexte de perte de productivité des terres, les capacités d'adaptation des populations locales sont amoindries, voire anéanties et poussent parfois à l'abandon du milieu et l'exode. Ces perturbations accroissent l'instabilité à différents niveaux y compris au niveau social. Elles alimentent les courants de migration, avec souvent un accroissement de l'insécurité dans les régions de départ comme dans les régions d'arrivée.

La sécurité doit être abordée au niveau d'une société dans son ensemble et ne peut se résumer à la gestion de crise des instabilités périodiques ou chroniques. Parmi d'autres facteurs, la mauvaise gouvernance, l'insécurité alimentaire et la dégradation des ressources naturelles qui ruinent toutes perspectives de développement, ce sont de puissants moteurs qui alimentent les migrations et l'insécurité. Ces dernières ne peuvent être traitées efficacement qu'en revenant aux sources qui les ont engendrées. La lutte contre la dégradation des terres en est une priorité.

**60** émeutes d'origine alimentaire en lien à la dégradation des terres se sont produites dans plus de 30 pays en 2008.

**60** millions de personnes supplémentaires vont venir augmenter les 25 millions de réfugiés dits écologiques existants en Afrique d'ici 2020.



**« Les terres dégradées engendrent trop souvent des vies dégradées »**

Patrice Burger, Représentant de la société civile pour l'UNCCD

## Déclaration de Montpellier



« Les participants rappellent que la dégradation des terres agit sur l'insécurité alimentaire et l'insécurité globale. »



# LA DIVERSITÉ DES SOCIÉTÉS CIVILES DANS LES TERRITOIRES

Dans la durée, le travail multi-acteurs est désormais reconnu comme indispensable, par l'intérêt qu'il représente aussi bien pour la construction de plaidoyers que pour l'efficacité des actions de terrain. Il permet de donner une meilleure consistance collective aux constructions en réseaux. Mais il est nécessaire d'améliorer les façons de travailler collectivement.

Quels chemins la société civile doit-elle emprunter pour renforcer son action tout en associant le secteur privé et les collectivités locales?

Les participants à D'a15 ont porté une attention particulière :



À la nécessité de travailler en partenariat entre les acteurs à l'échelle des territoires:

- ✓ Les partenariats doivent être construits dans la confiance et doivent renforcer les liens entre acteurs, notamment entre les OSC et les autres groupes d'acteurs comme les collectivités locales, les chercheurs, les organisations professionnelles;
- ✓ Les partenariats établis autour des actions et projets locaux doivent refléter les priorités locales établies collectivement et aider à créer un environnement favorable à une plus grande efficacité;
- ✓ Le renforcement de capacités des OSC (dont les collectivités locales) et leur professionnalisation est une priorité pour établir localement des partenariats mutuellement profitables.



À la nécessité de travailler avec le secteur privé mais en fixant collectivement des cadres d'actions à l'échelle des territoires pour :

- ✓ Limiter les risques d'accaparement des terres;
- ✓ Assurer le respect des normes en vigueur au niveau de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises;
- ✓ Veiller à l'application des directives volontaires pour une gouvernance responsable (Comité de la sécurité alimentaire mondiale - 2012).



À la nécessité de travailler avec les scientifiques et d'associer ces connaissances aux savoirs et savoir-faire locaux en vue de favoriser l'émergence d'innovation à l'échelle des territoires.

**« La société civile doit devenir un acteur majeur des négociations internationales »**

**Bernard Terris,**  
Danaya, membre du réseau GTD

## Déclaration de Montpellier



« Les organisations de la société civile (ONG, organisations professionnelles, collectivités locales) devraient être reconnues comme parties prenantes dans les processus de prise de décision au niveau local et national et pas seulement dans la mise en œuvre. »



# AGROÉCOLOGIE ET AGROPASTORALISME : DES VOIES PERTINENTES À SOUTENIR !



« Il n'y aura pas  
d'agroécologie sans  
défense de  
l'agriculture  
paysanne ! »

Marc Dufumier,  
Agronome et Professeur émérite  
à AgroParisTech



Dans les zones arides, le changement climatique se traduit par une augmentation des contraintes, de la variabilité climatique et une fréquence accrue d'événement extrêmes (sécheresses, pluies diluviennes...). Ces phénomènes impactent fortement les ressources naturelles (l'eau, les sols, les plantes, les animaux, les paysages, les écosystèmes...) et les moyens de production (pertes de récoltes, mortalité accrue des animaux, dégradation des terres...).

L'agriculture familiale et ses logiques de fonctionnement offrent une capacité de résilience et d'adaptation. Elle est également pourvoyeuse en emploi et est la plus à même à mettre en valeur et démultiplier l'expertise déjà acquise de pratiques adaptées telles que l'agroécologie, l'agroforesterie et le pastoralisme mobile.



## AGROÉCOLOGIE

Les pratiques agroécologiques permettent de contrebalancer (au moins partiellement) certains de ces effets, en jouant sur :

- l'amélioration de la circulation et la rétention de l'eau dans les sols;
- la lutte contre l'érosion éolienne et hydrique;
- l'augmentation de la fertilité des sols, etc.

La combinaison de différentes pratiques agissant à différents niveaux (sur les sols, les plantes, les animaux...) et à différentes échelles (parcelle, exploitation, territoire) constitue un facteur d'adaptation important et de résilience face au changement climatique.

## PASTORALISME MOBILE

Il doit être reconnu à sa juste valeur :

- la mobilité permet une grande résilience face au changement climatique;
- il valorise des écosystèmes non exploitables par l'agriculture en zones arides;
- il représente une part non négligeable du PIB de nombreux pays dans les zones sèches.

Il souffre :

- d'un défaut d'investissement public ou privé et de l'absence de politiques dédiées;
- d'une non-reconnaissance, entre autres foncière, qui l'affaiblit considérablement.

## Déclaration de Montpellier



« Il est d'intérêt général et urgent de mettre en œuvre des politiques publiques qui intègrent l'agroécologie, l'agropastoralisme et qui protègent et encouragent l'agriculture familiale. »

Le pastoralisme est un système s'appuyant sur les principes de l'agroécologie !

Ils sont interconnectés et doivent être valorisés pour lutter à la fois contre le changement climatique, la dégradation des terres, la pauvreté et l'insécurité.

# Désertif'actions



"STAND FOR  
YOUR LANDS"  
NOW!

## Dégradation des terres et changement climatique : le temps d'agir !

### DÉSERTIF' ACTIONS 2015 : UNE RENCONTRE UNIQUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le forum international Désertif'actions s'est déroulé en juin 2015 à Montpellier. Cet événement multi-acteurs a réuni 300 participants venus de 57 pays en amont de la 21<sup>ème</sup> Conférence des Nations-Unies sur le changement climatique.

Organisations de la société civile, scientifiques, collectivités locales, organisations paysannes, institutions privées et publiques... Tous se sont donné rendez-vous pour débattre et bâtir leurs positions communes dans le domaine de la lutte contre la dégradation des terres, du changement climatique et de leurs conséquences au nord comme au sud.

Dès le mois d'avril 2015, un premier recueil des points de vue des acteurs de la lutte contre la désertification a été mené par le biais de 13 ateliers pays (Burkina-Faso, Burundi, Congo, Cote d'Ivoire, Inde, Iran, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, région MENA, Tchad, Tunisie) qui ont réuni plus de 400 personnes, et la tenue d'un e-forum en 3 langues ayant comptabilisé 380 inscrits représentant 46 pays. Au total, ce ne sont pas moins de 7000 personnes qui ont été touchées directement par Désertif'actions. Ce chiffre s'élève à plus de 30 000 personnes en incluant la campagne de sensibilisation lancée par l'UNCCD et basée sur les dessins de presse du concours international "La terre fait son climat".

La gestion durable des terres a un rôle crucial dans la réalisation des objectifs des conventions de Rio

Braulio Dias, Secrétaire exécutif de la Convention des Nations-Unies sur la Biodiversité

Il est très important que la société civile ait une voix forte sur la scène mondiale

Naoko Ishii, Directrice Générale et Présidente du Fonds pour l'environnement mondial

